

**Réformes des retraites
et emploi des seniors**

La question des retraites sera au cœur de l'agenda social et politique de 2008. L'IREs apporte sa contribution au débat en amont, avec la nouvelle livraison de sa *Chronique internationale* centrée sur le thème de la réforme des retraites et l'emploi des seniors. Ce numéro s'intéresse aux débats et politiques mises en oeuvre dans neuf pays, dont six pays européens et les Etats-Unis, le Canada et la Turquie.

Cet important travail collectif réalisé par les équipes de l'IREs au cours de l'année 2007, fera l'objet de nos prochains Entretiens, qui ont lieu le 8 février prochain, au Conseil Economique et Social.

- Une première table ronde fera le point sur plusieurs expériences nationales (Allemagne, Belgique, Grande-Bretagne, Etats-Unis) qui se distinguent, tant par l'architecture de leurs systèmes de retraite que par les performances en termes d'emploi des seniors.

- Au-delà de l'hétérogénéité des situations nationales, des contributions transversales mettront en évidence les hiatus observés entre âge de retraite et sortie effective du marché du travail, les différents modes d'intervention sur l'âge de départ à la retraite ou encore les cohérences et incohérences des politiques visant à agir sur l'emploi des seniors. Ce sera l'objet d'une seconde table ronde.

Des réflexions et des questions de syndicalistes grands témoins nourriront les débats que ne manqueront pas de susciter les apports des différents intervenants.

Jean-Louis Levet

**Synthèse des débats des Entretiens de l'IREs
sur les négociations collectives**

Salaires et négociations collectives – quel contrôle syndical ?
(1^{ère} table-ronde)

La question salariale reste une des préoccupations essentielles d'une grande partie des salariés, elle fait jeu égal avec la préoccupation de l'emploi. Les grands indicateurs macroéconomiques le justifient : ils montrent le tassement de l'évolution du revenu disponible des ménages (voir comptes de la Nation 2006). Le rapport du CERC de 2006 montrait déjà les effets de la précarité, du temps partiel et du travail discontinu sur l'appauvrissement d'une partie croissante de travailleurs en emploi. La part progressivement prise par l'épargne salariale dans l'évolution des revenus atteste de l'abaissement des normes traditionnelles de progression des salaires.

La question salariale est historiquement fondamentale pour le syndicalisme. Il est en grande partie né de celle-ci, il continue de construire sa « légitimité primaire » sur la prise en charge du salaire (salaire direct et salaire socialisé). Il est pourtant doublement tenu en échec aujourd'hui, à la fois par une évolution défavorable aux salaires dans le partage de la valeur ajoutée, mais aussi par l'évolution des procédures concrètes à travers lesquelles s'organise cette prise en charge, à savoir la négociation collective. Plusieurs travaux conduits à l'IREs comme ailleurs témoignent de ce phénomène. Un séminaire s'est tenu en juin 2006 à l'IREs à partir de travaux impulsés par les organisations syndicales (notamment Thomas Frinault, pour l'agence d'objectifs de la CFDT) sur la négociation collective, là où elle se tient, c'est-à-dire dans une partie minoritaire du salariat.

Mais, d'autres travaux montrent aussi la complexification croissante de l'évolution salariale liée à la réorganisation productive des entreprises. Les groupes donneurs d'ordres ont désormais réduit au maximum les effectifs centraux (CDI couverts par la convention collective de branche additionnée d'accords d'entreprise) et accru au moyen de la sous-traitance et de l'externalisation la part des salariés périphériques voués en grande partie à diverses flexibilités (salaires, emploi, temps et conditions de travail). La politique salariale des syndicats, au niveau branche comme au niveau entreprise ou groupe, s'en trouve compliquée d'autant. Cet éclatement des situations entre travailleurs opérant parfois côte-à-côte, pose des problèmes considérables. Les syndicats ou sections syndicales d'entreprise ne peuvent plus rester indifférents à cette césure qui ruine leur légitimité dans une

grande part du salariat et notamment dans celle où se trouvent les jeunes salariés dont le syndicalisme a besoin pour son renouvellement.

Les ressources traditionnelles de la négociation sont ébranlées. La négociation annuelle obligatoire d'entreprise ne permet pas la maîtrise des salaires sur un site donné et la branche n'apporte pas non plus une réponse générale. Très souvent, les entreprises sous-traitantes relèvent d'autres conventions collectives quand les découpages d'activité qu'elles connaissent en permanence ne visent pas à faire changer la convention dont elles dépendent. La négociation territoriale est encore balbutiante, elle pose le problème d'une représentation des salariés sur un plan multi-entreprises ou interprofessionnel.

Cet état des lieux a fait l'objet d'une des tables-rondes des *Entretiens de l'IRES le 18 octobre 2007*. Celle-ci s'attachait à la situation des branches de la métallurgie particulièrement marquées par cette évolution. Comment les syndicats peuvent-ils retrouver un véritable pouvoir de négociation salariale aujourd'hui éclaté voire inexistant pour une grande partie du salariat ?

Après un rappel historique des négociations collectives dans ces branches (Annette Jobert), les représentants des fédérations de la métallurgie de la CFDT et de Force Ouvrière ont précisé le constat et évoqué leurs priorités et leurs difficultés. Un débat appelé à se poursuivre.

Jean-Marie Pernot

Sécurisation des parcours professionnels : quelle négociation collective dans la protection sociale complémentaire ? (2^{ème} table-ronde)

L'articulation entre protection sociale et marché du travail a été, d'emblée, au cœur des premières réflexions syndicales sur la sécurisation des trajectoires professionnelles⁽¹⁾. Récemment encore, l'avis du Conseil économique et social sur la sécurisation des parcours professionnels⁽²⁾ a pointé l'existence d'un certain nombre de freins structurels, dans le champ de la protection sociale notamment, constituant autant de limites à la construction d'un parcours sécurisé pour chacun. Le rapport du CERC de 2005⁽³⁾ avait lui aussi souligné la nécessité de repenser l'articulation entre travail et protection sociale. Pourtant, ce lien entre travail et protection sociale reste, aujourd'hui encore, le « parent pauvre » des débats sur la sécurisation, plutôt centrés sur le fonctionnement du marché du travail.

Partant de ces constats, la table-ronde s'est notamment penchée sur le potentiel d'innovation de la négociation collective dans le champ de la prévoyance, au profit d'une sécurisation des parcours professionnels. Plusieurs propositions syndicales relatives à la sécurisation des parcours abordent, explicitement, la question de la protection sociale complémentaire. Elles suggèrent en particulier que de nouvelles garanties sociales pourraient émerger dans le champ de la prévoyance, dès lors que celle-ci est entendue au sens large. Les fondements conventionnels des institutions de prévoyance confèrent, en effet, à la négociation, une place privilégiée dans la création de garanties nouvelles dans ce domaine.

Le champ de la prévoyance est cependant, aujourd'hui encore relativement mal connu, et très éclaté. Des travaux, réalisés dans le cadre de l'agence d'objectifs (CFDT, 2002⁽⁴⁾), ont souligné la difficulté qu'il y a à produire une vue d'ensemble de la situation des salariés en matière de protection sociale complémentaire : l'éparpillement des données relatives à la couverture complémentaire, mais le fait également que tout le monde ne met pas le même contenu sous le terme de prévoyance, ne sont sans doute pas pour rien dans le peu de travaux disponibles sur cette question. La prévoyance est, par ailleurs, marquée par de fortes inégalités, selon la taille de l'entreprise et la branche professionnelle, mais aussi selon les statuts des salariés. Cela ne fait que souligner l'enjeu que constitue, dans une perspective de sécurisation des parcours, le fait d'assurer la continuité des droits sociaux et, parmi eux, des garanties sociales en matière de prévoyance. Enfin ici, comme sur la question des salaires, la pertinence des lieux classiques de négociation est interrogée, de même que les périmètres de mutualisation propres à organiser cette continuité et à assurer une solidarité.

La table-ronde a réuni représentants syndicaux, chercheurs et experts travaillant sur ces questions. Gaby Bonnard, secrétaire national CFDT en charge des dossiers économiques et de la protection sociale, et Michelle Doussineau, ancienne responsable du secteur protection sociale de la CGT et administrateur au Groupement National de Prévoyance, sont d'abord revenus sur les constats ; soulignant l'importance de la négociation dans le champ de la prévoyance, ils ont explicité les objectifs et les contraintes des stratégies syndicales dans ce domaine, au bénéfice d'une meilleure sécurisation des parcours des salariés. Laurent Duclos, sociologue, chercheur à l'IDHE, auteur d'un rapport pour le Conseil d'Orientation pour l'Emploi⁽⁵⁾ sur l'organisation du marché du travail et la flexicurité, a ensuite proposé une lecture problématisée du thème de la sécurisation des parcours professionnels, de son émergence et de ses effets dans la façon de penser, aujourd'hui, la protection sociale, ou d'envisager de nouveaux objets de

négociation. Dominique Boucher, délégué général de l'Institut de Protection Sociale Européenne, a évoqué les réflexions que mène l'IPSE sur le thème de la flexicurité et sur le rôle des organismes de protection sociale complémentaire, ainsi que les propositions dont l'institut est porteur auprès du comité économique et social européen. Enfin, Jacques Barthélémy, avocat conseil en droit social, ancien professeur associé à la faculté de droit de Montpellier et fondateur du cabinet Jacques Barthélémy & associé, est revenu sur les fondements des institutions de prévoyance, pour insister sur les potentialités de la négociation et de la notion de garantie sociale dans le champ de la protection sociale complémentaire.

Solveig Grimault

IRES

Biblio

La Revue de l'IRES

N° 53

Un indicateur de mesure de la précarité et de la « santé sociale » : le score EPICES.
L'expérience des Centres d'examen de santé de l'Assurance maladie.

(Emilie Labbé, Jean-Jacques Moulin, René Guegen, Catherine Sass, Carine Chatain, Laurent Gerbaud)

Enjeux syndicaux. L'enlisement de la formation professionnelle continue
(Paul Santelmann)

La situation des médecins à diplôme hors UE sur le marché du travail. Les effets d'une discrimination institutionnelle
(Yves Lochard, Christèle Meilland, Mouna Viprey)

Gestion des personnels publics : évolutions récentes et perspectives
(Céline Desmarais, Gilles Jeannot, Séverine Louvel, Jean-Marie Pernot, Jean Saglio, Pascal Ughetto)

Politiques menées au nom de l'emploi et mutations des ressources des travailleurs : une comparaison européenne
(Jean-Pascal Higele, Andreana Khristova)

¹ Voir notamment : Jean-Christophe Le Duigou, « La sécurité sociale professionnelle. Une utopie réaliste », *Analyses & documents économiques*, n° 98, février 2005 ; Anoushed Karvar, « Face à l'insécurité sociale. Imaginer de nouvelles garanties », *Cadres-CFDT*, n°414, avril 2005 ; Gabrielle Simon (dir.), *Le statut du travailleur. La sécurisation des parcours de vie*, CFTC, avril 2006.

² Conseil Economique et Social, « La sécurisation des parcours professionnels », *Avis sur le rapport présenté par Mme E. Arnoult-Brill au nom de la section du travail*, Les éditions des Journaux Officiels, juin 2007.

³ CERC, *La sécurité de l'emploi. Face aux défis des transformations économiques*, Paris, La Documentation française, 2005.

⁴ Vanessa Cailly, *La protection sociale complémentaire, avancées et limites, rapport d'étude*, CARIS, étude réalisée dans le cadre de l'agence d'objectif de l'IRES, mai 2002.

⁵ Laurent Duclos, Jean-Yves Kerbourc'h, « Organisation du marché du travail et "flexicurité" à la française », *Rapport pour le Conseil d'Orientation pour l'Emploi*, novembre 2006.

La Chronique internationale de l'IRES

Numéro spécial 109 – Novembre 2007

« Réforme des retraites et emploi des seniors »

Editorial :

- Réforme des retraites et emploi des seniors (*Adelheid Hege*)
- De l'emploi à la retraite : quelle (in)sécurisation des parcours pour les seniors ? (*Antoine Math*)
- L'âge de la retraite en question (*Lucy apRoberts*)
- Augmenter l'emploi des seniors : comment et avec quelles conséquences ? (*Annie Jolivet*)

L'Allemagne. La retraite à 67 ans : âge légal, âge effectif, sorties de la vie active – quelles correspondances ?
(Mechthild Veil)

Pays-Bas. La politique néerlandaise d'allongement de la vie professionnelle : une réussite en demi-teinte
(Marie Wierink)

Belgique. Politique des âges : entre discours d'activation et responsabilisation des individus
(Thibault Moulaert)

Royaume-Uni. Des retraites encore plus tardives. Des pensions plus égalitaires ?
(Odile Join-Lambert, Florence Lefresne)

Suède. Un taux d'emploi très élevé à relativiser
(Annie Jolivet)

Italie. La fin annoncée des carrières courtes : quelles transitions emploi-retraite, quelles protections pendant la vieillesse ?
(Adelheid Hege, Antoine Math)

Turquie. La perspective d'un nouvel âge pour les retraites et les fins de carrière
(Antoine Math)

Québec. Incitation à l'allongement de la vie active et retraite progressive, deux outils pour faire face au vieillissement de la main-d'œuvre
(Michel Lizée)

Etats-Unis. Travailler plus vieux, plus longtemps : les politiques d'emploi aux Etats-Unis
(John A. Turner)

Europe. Retraites, travailleurs âgés – un enjeu de basse intensité du syndicalisme européen
(Jean-Marie Pernot)

DARES. Séminaire de restitution de recherches sur les discriminations. Communication d'Yves Lochard avec Christèle Meilland et Mouna Viprey « La tête de l'emploi. Discriminations raciales et marché du travail : les salariés hautement qualifiés dans les télécommunications et à l'hôpital ». (Paris, 5 octobre 2007)

Ministère du budget, des comptes publics et de la Fonction publique. Réunion d'ouverture de la Conférence sociale fonction publique « Pouvoir d'achat ». Participation de Catherine Vincent à la table-ronde « Regards croisés sur les politiques de rémunération ». (Paris, 8 octobre 2007)

Centrale des syndicats du Québec. Séminaire de Christian Dufour et Adelheid Hege avec les responsables de la formation CSQ sur le thème « Mondialisation de l'économie et représentation de proximité des salariés ». (Montréal, 9 octobre 2007)

Université de Laval. Département des relations professionnelles/ Séminaire de doctorat de Christian Dufour et Adelheid Hege sur le thème « Le syndicalisme, encore un acteur global ? (Québec, 10 octobre 2007)

CRIMT. Colloque Magog III « Repenser les institutions du travail et de l'emploi à l'ère de la mondialisation ». Contributions et interventions de Christian Dufour et Adelheid Hege sur les thèmes « Repenser la représentation collective » et « Faire des comparaisons internationales entre acteurs et institutions ». (Magog, Québec, 11-14 octobre 2007)

CFTC-EZA. Séminaire « L'influence des partenaires sociaux sur le modèle économique et social de l'Union européenne ». Conférence introductive de Jean-Louis Levet « Les mutations économiques et industrielles et leurs conséquences sur l'emploi ». (Bucarest, 11-14 octobre 2007)

UNAFOR (Organisme de formation de l'Union nationale des associations familiales). Colloque « La représentation familiale dans la gouvernance de la Sécurité sociale ». Intervention de Catherine Vincent « Administratrices et administrateurs dans les caisses de sécurité sociale ». (Paris, 12 octobre 2007)

Facultés universitaires Saint Louis. Colloque international « Les approches pragmatiques de l'action publique ». Communication d'Yves Lochard avec Odile Join-Lambert « idéal professionnel et action publique : dissonances et décalages temporels. Les conservateurs de musées et leurs nécrologies ». (Bruxelles, 15-16 octobre 2007)

Conseil régional d'Ile-de-France. Association EVEIL. Communication de Florence Lefresne « Quelles politiques publiques pour les jeunes en difficulté ? ». (Paris, 24 octobre 2007)

Congrès Marx international. Communication de Michel Husson sur « Socialisation interrompue et résistances des besoins ». (Nanterre, 6 octobre 2007)

Revue Options. Participation de Michel Husson à une table-ronde sur « Le pouvoir d'achat », publiée dans le numéro de novembre. (Montreuil, 25 octobre 2007)

Ministère du Travail, DGT. Séminaire de Adelheid Hege et Christian Dufour sur « Les systèmes de négociation en Europe et l'articulation des niveaux de la négociation collective ». (Paris, 29 octobre 2007)

ISST (institut des sciences sociales du travail), Université de Paris 1. Intervention d'Odile Join-Lambert « Les acteurs sociaux face aux réformes des services publics en Angleterre ». (Paris, 6 novembre 2007)

CGT-FTM (fédération des travailleurs de la métallurgie). Conférence nationale fédérale. Intervention de Jean-Marie Pernot sur « Syndicalisme et syndicalisation ». (Montreuil, 7 novembre 2007)

Comité d'entreprise RSI. Séminaire de Christian Dufour sur le thème « Représenter les salariés, institutions et rôle des acteurs ». (Marcoussis, 8 novembre 2007)

Université Al Akhawaayn. Colloque « La circulation des idées dans la société du savoir » réunissant des chercheurs de différents pays de la méditerranée. Présidence par Jean-Louis Levet de l'atelier « Think tank, un tour d'horizon, fonction et portée des think tank », et conférence sur le thème « L'anticipation, au cœur des stratégies nationales de développement et le rôle croissant des think tank » qui a fait l'objet d'une contribution écrite. (Ifrane, Maroc, 8-9 novembre 2007)

DARES. Journée de présentation des travaux réalisés à partir de l'enquête OFER (Offre d'emploi et recrutement).

- Discussion par Florence Lefresne du papier de Nathalie Moncel (CEREQ) « Quand le dernier recruté est un jeune ».

- Discussion de Yannick Fondev. (Paris, 9 novembre 2008)

6èmes rencontres culturelles franco-allemandes. Contribution écrite de Jean-Louis Levet « Le patriotisme économique et le néolibéralisme mondial » dans le cadre de l'atelier correspondant. (Fribourg, 15-17 novembre 2007)

ISSTO, Université de Rennes 2. Stage de formation CGT-Force Ouvrière « Le système de santé : enjeux et perspectives ». Intervention de Florence Lefresne « Le NHS britannique : une institution pérenne ». (Rennes, 20-23 novembre 2007)

UBO (Université de Bretagne Occidentale). 4ème forum Ouest Avenir. Animation de Benoît Robin des deux tables rondes sur « L'e-recrutement ». (Brest, 21 novembre 2007)

ISSTO. Intervention de Catherine Sauviat « Le système de santé américain en crise ». (Rouen, 21 novembre 2007)

DEXIA-SOFAXIS. Séminaire en direction du réseau des centres de gestion de la Fonction publique territoriale. Communication de Florence Lefresne « L'avenir du contrat de travail et la perspective de sécurisation des parcours professionnels ». (Paris, 21 novembre 2007)

ISST (Institut des sciences sociales du travail) de l'Université de Paris 1. Intervention d'Antoine Math « Analyse comparée des évolutions des systèmes de retraite ». (Fontenay-aux-Roses, 26 novembre 2007)

Redesist. Séminaire 10 years. Intervention de Catherine Sauviat « The emergence of a global workforce and some major impacts ». (Rio de Janeiro, 26-28 novembre 2007)

Omnes (syndicats du groupe Air France). Animation par Jean-Marie Pernot d'une session sur « Représentativité, Légitimité, éthique », communication introductive, et conclusions du séminaire. (Roissy, 26-27 novembre 2007)

ANVIE. Atelier Recrutement. Intervention de Yannick Fondev « Internet et le recrutement : des effets ambigus ». (Paris, 27 novembre 2007)

CGT, Institut d'histoire sociale. Colloque Unité syndicale, fatalité de la division ? France 1943-1995, communication de Jean-Marie Pernot « Le débat CGT-CFDT 1966-1968, quelques aspects politiques de la confrontation ». (Montreuil, 28-29 novembre 2007)

Ambassade d'Allemagne. Séminaire « Garantir l'avenir par la recherche, les avantages et les inconvénients des systèmes scientifiques français et allemands », co-organisé par la Friedrich Ebert Stiftung et l'IRES. Introduction et présidence par Jean-Louis Levet de la première table-ronde. (Paris, 4 décembre 2007)

CCAS. Participation de Christian Dufour à une table-ronde sur le thème « Syndicalisme et travailleurs saisonniers ». (Saint-Denis, 5 décembre 2007)

Ministère du travail d'Argentine. Communication de Florence Lefresne « La place des jeunes sur le marché du travail en France ». (Buenos Aires, 6 décembre 2007)

Institute for social movements (Ruhr Universität). Séminaire européen « Towards Transnational Trade Union Representation ? National Trade Unions in the European Integration Process ». Communication de Jean-Marie Pernot « France And Europe : a Splitting Issue in an already divided Trade Union Movement ». (Bochum, Allemagne, 6-8 décembre 2007)

Instituto de Desarrollo Economico y Social, Université de Buenos Aires. Communication de Florence Lefresne « Les politiques de formation et d'emploi des jeunes en Europe ». (Buenos Aires, 7 décembre 2007)

Institut d'histoire sociale CGT. Colloque « En Ile-de-France, syndicalisme et immigration, un demi-siècle de luttes et de solidarité », organisé en partenariat avec la Cité Nationale de l'Histoire et de l'immigration. Intervention d'Antoine Math « immigration et normes d'emploi ». (Paris, 10-11 décembre 2007)

Collège international de philosophie. Conférence organisée par Michel Husson sur « Les fondements économiques de l'insécurité sociale ». (Paris, 11 décembre 2007)

CIERA (Centre interdisciplinaire d'études et de recherches sur l'Allemagne). Séminaire « Les régimes français et allemands de relations professionnelles face aux changements d'échelle ». Communication de Catherine Vincent avec M. Dupré, O. Giraud et M. Tallard « Le rôle de l'Etat en France et en Allemagne dans la modernisation des systèmes nationaux de relations industrielles des années 60 à 80 ». (Berlin, 13-14 décembre 2007)

CGT Languedoc. Conférence régionale sur la syndicalisation. Communication de Jean-Marie Pernot sur « Syndicalisme et syndicalisation ». (Cap d'Agde, 14 décembre 2007)

CAS. Séminaire SMET de l'IRES. Communication de Florence Lefresne et de Catherine Sauviat : Mode de gouvernance et régimes de restructuration : le cas d'Alstom. (Paris, 20 décembre 2007)

CGT. Commission privés d'emplois. Participation de Christian Dufour à une table-ronde sur le thème « Syndicalisme et salariés précarisés ». (Montreuil, 21 décembre 2007)

La Lettre de l'IRES - Publication trimestrielle
16, bd du Mont d'Est 93192 NOISY-LE-GRAND CEDEX
Directeur de la publication : Jacky Chorin
Responsable : Benoît Robin
Réalisation : Monique Jacquin
Louyot S.A. - Paris
Dépôt légal : 1er trimestre 2008 - ISSN n°1145-1394

L'IRES soutient l'effort de recherche propre à chaque organisation syndicale. en finançant des programmes établis par chacune d'elles. Ces travaux sont menés sous leur responsabilité, mais les résultats de ces recherches sont mis à la disposition de l'ensemble du mouvement syndical. Dans cette rubrique, nous vous présentons les travaux remis à l'IRES dans le cadre de ces conventions de recherche au cours des derniers mois. Pour les obtenir, s'adresser auprès de l'organisation concernée (voir les adresses en page 6).



Mixité, égalité professionnelle et qualité de vie, « De la parité au respect des différences ».

Florence Vielcanet, avec le concours de Pascale Coton et Alice de Roffignac.

S'il est un combat que la CFTC a mené dès ses origines avec ténacité et rigueur, c'est bien celui visant à donner tout son sens, notamment au plan juridique, à la notion d'égalité homme-femme. « Poussée » par certaines grandes figures féminines ne maniant guère la langue de bois et peuplant les instances dirigeantes de ses grandes fédérations professionnelles, elle aura très tôt milité pour que l'égalité professionnelle soit reconnue comme un droit fondamental.

Cette étude, mariant rappels historiques décoiffants et analyses sociologiques sur la question dite du « genre », ne se pense pas seulement comme une démarche intellectuelle s'efforçant de mettre en perspective une histoire sociale pleine de « bruit et de fureur », de contradictions latentes. Elle se veut aussi un outil pratique, une sorte de *vade mecum* précis pour tous ceux qui militent, responsables syndicaux de tous niveaux, sympathisants- cherchent à se repérer dans le maquis de la législation actuelle et à décrypter ce qui se joue dans les accords signés sur l'égalité profes-

sionnelle dans certaines branches ou entreprises.

S'appuyant notamment sur une analyse des textes européens portant sur l'égalité professionnelle, ce texte, dépassant les pures conjectures conceptuelles, n'hésite pas à avancer des propositions concrètes visant à faire émerger une autre vision de la relation homme/femme où le souci de la parité puisse faire bon ménage avec le respect des différences.

Garantie d'emploi, juste salaire, congé parental reconnu « à part égale » pour les hommes et les femmes, développement des structures de garde d'enfants, temps partiel choisi... : la CFTC, par toute une série de mesures innovantes, milite pour un monde nouveau, solidaire, dans lequel chacune et chacun ait la possibilité intellectuelle et pratique de jouer pleinement son rôle dans le champ social.



La santé à l'école dans les pays européens

La recherche réalisée par Didier Jourdan, professeur à l'IUFM d'Auvergne et Jeanine Pommier, enseignante chercheuse à l'Ecole nationale de la santé publique de Rennes, avait pour but de comparer les différentes formes de suivi médical des élèves et diverses modalités de la prise en compte de la santé à l'école pour les élèves du pri-

maire et du secondaire dans les pays européens.

La recherche a porté sur les pays suivants : France, Portugal, Espagne, Suisse, Belgique, Pologne, Danemark.

Les prestations de santé à destination des enfants et adolescents, malgré les différents types d'organisation, sont sensiblement les mêmes dans tous les pays. Cependant, selon la culture politique et institutionnelle des pays considérés ainsi que leurs priorités de santé publique, tel ou tel volet peut être plus ou moins accentué. En ce qui concerne les soins individuels, les activités de dépistage et les bilans de santé sont toujours réalisés (soit par les services de soins dans la communauté soit par des services spécifiques de santé pour les enfants et les adolescents soit par les services de santé scolaire). En ce qui concerne les prestations collectives en éducation et promotion de la santé, elles existent dans tous les pays mais sont, là aussi, organisées de manières très variées. Elles sont soit mises en œuvre par une catégorie de professionnels dédiés (personnels de santé ou enseignants), soit présentées comme mission de l'ensemble de la communauté éducative.

Si cette étude ne conduit pas à proposer un modèle « universel », elle permet de mettre en avant les diverses modalités d'organisation du suivi médical des élèves. Il est ainsi possible de porter un regard distancié sur le dispositif français. Ce dernier, qui se caractérise par l'existence d'un service spécifique, une mission de promotion de la santé globale, une tutelle de l'Etat

et une intégration au système éducatif, n'a pas à être jugé comme plus ou moins pertinent que d'autres. Sa principale force réside dans son intégration au système éducatif et sa proximité aux acteurs de l'école. Corrélativement, il est nécessairement moins intégré que d'autres dans les dispositifs communautaires destinés soit à la population générale soit spécifiquement aux enfants et adolescents.

Les textes qui fixent les orientations politiques sont clairs et cohérents, les données collectées à l'échelon européen ne font pas apparaître de faiblesse particulière du dispositif à ce niveau. Les interviews des professionnels mettent en avant, comme dans plusieurs autres pays, d'une part l'écart existant entre les missions et les moyens mis en œuvre pour les mener à bien, et d'autre part la nécessité de développer, dans la durée, une véritable culture de promotion de la santé des élèves.

ENTRETIENS DE L' IRES

vendredi 8 février 2008

Programme :

- 1ère table-ronde (9 heures)

Des projets aux réformes des retraites, quelles conséquences sur les retraités et les seniors ?

Présidence de Yves Guegano, Secrétaire général du Conseil d'Orientation des retraites, COR

- Allemagne : Mechthild Veil
- Belgique : Thibault Moulart
- Royaume-Uni : Odile Join-Lambert et Florence Lefresne
- Etats-Unis : Lucy apRoberts

- 2ème table-ronde (10 heures 45)

Réforme des retraites et emploi des seniors, quelles articulations ?

Présidence de Mireille Elbaum, professeur titulaire de la chaire de Politiques et économie de la protection sociale du CNAM

- Réformes des retraites, modes et âges de sortie de la vie active : Antoine Math
- Politiques d'emploi des seniors : Annie Jolivet
- L'âge de départ à la retraite : Lucy apRoberts
- Réformes des retraites et inégalités hommes-femmes : Odile Chagny ou Paola Veroni

Journée d'étude : vendredi 14 mars 2008

Politiques familiales, emploi et acteurs sociaux : regards croisés France-Allemagne

Pour plus d'informations : www.ires.fr

POUR SE PROCURER CES TRAVAUX

CFDT - Emmanuel Mermet - 4 bd de la Villette 75955 Paris cedex 19 - Tel : 01 42 03 80 84 - emermet@cfdt.fr

CFE-CGC - Francine Didier - 59/63 rue du Rocher 75008 Paris - Tel : 01 55 30 12 12 - didier@cfecgc.fr

CFTC - Philippe Arondel - 13 rue des Ecluses St Martin 75483 Paris cedex 10 - Tel : 01 44 52 48 55 - parondel@cftc.fr

CGT - Fabrice Pruvost - 263 rue de Paris 93516 Montreuil cedex - Tel : 01 48 18 80 00 (poste 9266) - f.pruvost@cgt.fr

CGT-FO - Sébastien Dupuch - 141 av. du Maine 75680 Paris cedex 14 - Tel : 01 40 52 84 47 - sdupuch@force-ouvriere.fr

UNSA- éducation - Jérôme Crozat - 87 bis, av. Georges Gosnat 94853 Ivry/Seine - Tel : 01 56 20 29 52 - jerome.crozat@unsa-education.org

BULLETIN D'ABONNEMENT 2008

Nom, prénom Date

Adresse

désire m'abonner à *Chronique Internationale + Revue* : 85 €, et recevoir la Lettre de l'IREs

désire m'abonner à *La Revue de l'IREs* : 65 €

désire m'abonner à *Chronique Internationale* : 30 €

désire recevoir le *Catalogue des publications de l'IREs*

Les étudiants (justificatifs à l'appui) pourront bénéficier d'une remise de 50 % sur les abonnements et sur les publications achetées à l'unité.

Bulletin à retourner avec votre règlement par :

- Chèque bancaire ou postal à l'ordre de l'IREs, Virement CDC - RIB 40031 00001 0000245046D 80

- Carte VISA, MASTERCARD ou EUROCARD : n° Date d'expiration

à : IRES Diffusion - 16, boulevard du Mont d'Est - 93192 Noisy-le-Grand CEDEX

Tél 33 (0) 1 48 15 18 90 Fax 33 (0) 1 48 15 19 18 - E-mail : contact@ires-fr.org

Signature